

Création logements dans ancienne trésorerie



MAITRISE D'OUVRAGE



SAIEM Draguignan

Charte environnementale

| Ind. | Date | Historique de l'évolution du document |
|------|------------|---------------------------------------|
| 1 | 17/07/2025 | Version initiale |
| 2 | | |
| 3 | | |

Table de matière

| | |
|--|----|
| Article 1 : Définition des objectifs | 4 |
| Article 2 : Modalités de mise en place et de signature | 5 |
| ARTICLE 2.1 : MODALITES DE MISE EN PLACE..... | 5 |
| ARTICLE 2.2 : SIGNATURE DE LA CHARTE CHANTIER RESPECTUEUX DE L'ENVIRONNEMENT | 5 |
| Article 3 : Respect de la réglementation | 5 |
| Article 4 : Organisation du chantier..... | 5 |
| ARTICLE 4.1 : PROPRETE DU CHANTIER | 5 |
| ARTICLE 4.2 : STATIONNEMENT DES VEHICULES DU PERSONNEL DE CHANTIER | 6 |
| ARTICLE 4.3 : ACCES DES VEHICULES DE LIVRAISON | 6 |
| Article 5 : Contrôle et suivi de la démarche | 6 |
| Article 6 : Information des riverains du site | 7 |
| Article 7 : Information du personnel de chantier | 7 |
| Article 8 : Limitation des nuisances causées aux riverains | 8 |
| ARTICLE 8.1 : NIVEAU ACOUSTIQUE EN LIMITE DE CHANTIER | 8 |
| ARTICLE 8.2 : CONTROLE PERMANENT DU NIVEAU ACOUSTIQUE | 8 |
| ARTICLE 8.3 : LIMITATION DES BRUITS | 8 |
| ARTICLE 8.4 : LIMITATION DES EMISSIONS DE POUSSIÈRES ET DE BOUE | 8 |
| Article 9 : Limitation des risques sur la santé du personnel | 9 |
| ARTICLE 9.1 : NIVEAUX SONORES DES OUTILS ET DES ENGINS | 9 |
| ARTICLE 9.2 : RISQUES SUR LA SANTE LIES AUX PRODUITS ET MATERIAUX | 9 |
| Article 10 : Limitation des pollutions de proximité et minimiser les impacts sur la biodiversité | 9 |
| Article 11 : Maitrise des ressources en eau et en énergie | 10 |
| Article 12 : Gestion et collecte sélective des déchets..... | 11 |
| ARTICLE 12.1 : RESPONSABILITE DE L'ELIMINATION DES DECHETS | 11 |
| ARTICLE 12.2 : CLASSIFICATION DES DECHETS..... | 11 |
| ARTICLE 12.3 : REDUCTION DE LA PRODUCTION DE DECHETS DE CHANTIER ET VALORISATION | 11 |
| ARTICLE 12.4 : MODALITE DE LA COLLECTE | 12 |
| ARTICLE 12.5 : TRAÇABILITE DES DECHETS DE CHANTIER | 13 |
| ARTICLE 12.6 : EXIGENCES ENTREPRISES | 13 |
| ANNEXES..... | 14 |
| ANNEXE 1 : REGLEMENTATION ET DOCUMENTS DE REFERENCE | 14 |
| ANNEXE 2 : POUR INFORMATION (SOGED) | 17 |
| 1. La Réglementation | 17 |
| 1.1. Mention des déchets sur tout devis | 18 |
| 1.2. Traçabilité des déchets | 18 |
| 1.3. Valorisation des déchets..... | 18 |

| | |
|--|----|
| 2. Quelles solutions pour l'évacuation des déchets de chantier | 19 |
| 3. Diagnostic PEMD obligatoire..... | 20 |
| 4. Les sanctions en cas de non-conformité et de dépôt illégaux | 20 |

Article 1 : Définition des objectifs

Un chantier respectueux de l'environnement est le prolongement naturel des efforts de qualité environnementale mis en place lors de la conception d'un bâtiment.

La mise en œuvre d'un chantier à faible impact environnemental implique la mise en place d'une stratégie de maîtrise et réduction des nuisances, pollutions et consommations des ressources inhérentes au chantier, ainsi qu'une gestion optimisée des déchets de chantier.

La charte Chantier Propre fait partie intégrante du dossier de consultation des entreprises et les prescriptions qui y sont inscrites auront un caractère obligatoire.

La charte Chantier Propre décrit les exigences et recommandations visant à optimiser la qualité environnementale du chantier en minimisant ses nuisances tant pour le personnel des entreprises du chantier que pour le voisinage et l'environnement naturel.

Les principales nuisances susceptibles d'être engendrées sur ce chantier viennent de :

- ✓ La gestion des déchets.
- ✓ La prise en compte des déchets s'inscrit dans l'évolution actuelle et, notamment, la fermeture des décharges et l'obligation de tri sélectif. L'enjeu est important puisque, globalement en France, les déchets de chantier représentent une masse plus importante que les déchets ménagers. Il est donc impératif de prendre des dispositions pour en produire moins, puis pour trier les déchets produits afin d'en recycler ou d'en valoriser le plus possible.
- ✓ Les bruits engendrés par les camions, engins et matériels utilisés ;
 - Ces bruits peuvent nuire à la santé des travailleurs postés sur le chantier et à celle des riverains.
- ✓ Les problèmes de circulation et de stationnement ;
- ✓ La pollution des sols et des eaux tant sur le site que, de manière induite par les centres d'enfouissement techniques (décharges maintenant réservées aux déchets ultimes) et les centres de traitement qui vont accueillir les déchets. La qualité des eaux, en particulier souterraines, est directement liée à la qualité des sols. L'usage, sur les chantiers, de solvants et d'huiles, notamment celles de décoffrage, peut rendre vulnérables les nappes aquifères. De même, les laitances de béton, mal ou non décantées, représentent des sources de pollution des sols et des eaux à cause des matières en suspension et de taux élevés de demande chimique en oxygène (DCO).
- ✓ La poussière et les boues dégagées sur le chantier.
 - La poussière, les boues, voire les déchets éparés qui volent, sont à la fois des nuisances visuelles et des risques pour la sécurité sur les voies publiques.

L'engagement des signataires de la présente charte traduit leur volonté de réduire les nuisances du chantier par le respect d'un nombre d'exigences concernant :

- ✓ L'information des riverains
- ✓ La formation et l'information du personnel
- ✓ La pollution visuelle
- ✓ Les perturbations du trafic
- ✓ Le bruit
- ✓ Les pollutions potentielles du sol, de l'eau et de l'air
- ✓ La gestion des produits dangereux
- ✓ La gestion des déchets.

Certaines de ces exigences sont la traduction de la réglementation en vigueur ; d'autres traduisent la volonté du Maître d'Ouvrage que cette réalisation soit menée dans le cadre des démarches environnementales.

Texte de référence : décret n° 2020-1817 du 29 décembre 2020 portant sur les informations des devis relatives à l'enlèvement et la gestion des déchets générés par des travaux de construction, de rénovation, de démolition de bâtiments et de jardinage et des bordereaux de dépôt de déchets

Chaque signataire de la présente charte s'engage à mettre en œuvre tous les moyens nécessaires pour respecter ces prescriptions.

Article 2 : Modalités de mise en place et de signature

ARTICLE 2.1 : MODALITES DE MISE EN PLACE

La charte chantier respectueux de l'environnement fait partie des pièces contractuelles du marché de travaux dans le Lot 00 prestations communes à tous les lots, remis à chaque entreprise intervenant sur le chantier.

ARTICLE 2.2 : SIGNATURE DE LA CHARTE CHANTIER RESPECTUEUX DE L'ENVIRONNEMENT

La charte chantier respectueux de l'environnement est signée par toutes les entreprises intervenant sur le chantier, qu'elles soient en relation contractuelle directe ou indirecte avec le maître d'ouvrage.

Article 3 : Respect de la réglementation

Toutes les entreprises intervenant sur le chantier (sous-traitants, intérimaires etc.) s'engagent à respecter la réglementation en vigueur. Voir la liste des textes applicables en Annexe 1.

Article 4 : Organisation du chantier

Les plans délimitant les différentes zones et précisant les modalités d'organisation sont joints au dossier de consultation.

ARTICLE 4.1 : PROPRETE DU CHANTIER

Lors de la préparation du chantier, sont définies et délimitées les différentes zones du chantier :

- ✓ stationnements
- ✓ cantonnements
- ✓ aires de livraison et stockage des approvisionnements
- ✓ aires de fabrication ou livraison du béton
- ✓ aires de manœuvre des grues
- ✓ aires de tri et stockage des déchets pour chaque entreprises

Des moyens sont mis à disposition pour assurer la propreté du chantier (bacs de rétention, bacs de décantation, protection par filets des bennes pour le tri des déchets ...).

Le nettoyage des cantonnements intérieurs et extérieurs, des accès et des zones de passage, ainsi que des zones de travail, est effectué régulièrement. Les modalités de nettoyage et la répartition des frais y afférent seront définis dans les annexes d'organisation du chantier et répartition des dépenses communes.

Interdiction formelle de brûler tout déchet, quel qu'il soit (bois, plastique, végétaux...).

Les matériaux stockés sont disposés afin d'éviter la création de « piège » vertical ou horizontal pour les animaux.

La gestion du cantonnement se fait dans des conditions préservant l'environnement. Des dispositions propres

aux conditions d'intervention du personnel sont prises leur assurant également un niveau de confort suffisant.

Les cabinets d'aisance et les douches sont installés si possible en rez-de-chaussée en cas d'utilisation de bungalows. Les planchers des locaux sont étanches afin d'éviter des écoulements intempestifs au sol. Les canalisations des eaux usées et des eaux vannes sont raccordées au système d'assainissement et doivent respecter la réglementation sanitaire départementale en la matière.

Aucun rejet d'eaux usées, d'hydrocarbures, de peinture ou de béton dans les réseaux d'eau pluviale ou les sols n'est autorisé.

ARTICLE 4.2 : STATIONNEMENT DES VEHICULES DU PERSONNEL DE CHANTIER

Le stationnement des véhicules du personnel devra être réduit et optimisé afin de produire le moins de gêne ou nuisance dans les rues voisines ; une réflexion sur l'acheminement du personnel sur le chantier devra être menée par les entreprises.

ARTICLE 4.3 : ACCES DES VEHICULES DE LIVRAISON

Les entreprises chargées des approvisionnements seront tenues informées de la démarche qualité environnementale du chantier. Un plan d'accès sera fourni.

Les approvisionnements seront planifiés sur la journée afin d'éviter les livraisons aux heures de pointe ou à des heures susceptibles de créer des nuisances au voisinage.

Des panneaux indiqueront l'itinéraire pour le chantier et les accès livraison.

Article 5 : Contrôle et suivi de la démarche

Un responsable chantier respectueux de l'environnement au sein de l'équipe des entreprises sera désigné au démarrage du chantier. Il devra être présent dès la préparation du chantier et assurer une permanence sur le chantier, jusqu'à la livraison.

Il diffusera l'information auprès des riverains de la zone ;

Il organisera l'accueil des entreprises et notamment :

- ✓ la diffusion d'une brochure d'information à chaque intervenant
- ✓ l'information et la sensibilisation du personnel des entreprises
- ✓ la signature de la charte chantier respectueux de l'environnement par tous les intervenants
- ✓ le contrôle des connaissances et de la bonne compréhension du SOGED par les personnels de chantier.

Il effectuera le contrôle des engagements contenus dans la charte chantier respectueux de l'environnement :

- ✓ propreté du chantier
- ✓ exécution correcte des procédures de livraison
- ✓ non dépassement des niveaux sonores annoncés dans la charte
- ✓ contrôle de la qualité environnementale des matériaux et produits mis en œuvre
- ✓ exécution correcte du tri des déchets sur le chantier.

Il effectuera le suivi des filières de traitement et des quantités des déchets ;

Il participera à l'évaluation des procédures de chantier respectueux de l'environnement à l'occasion de bilans mensuels.

Article 6 : Information des riverains du site

L'information des riverains du chantier est du ressort du maître d'ouvrage, en concertation avec la collectivité locale.

La diffusion de cette information sera la plus appropriée (par courrier par exemple) et comportera les éléments suivants :

- ✓ L'architecture du bâtiment (parking, zones paysagées, hauteur du bâtiment, nature des façades, orientations, etc.) ;
- ✓ L'activité prévue dans le futur bâtiment (logements collectifs) ;
- ✓ Le déroulement du chantier (les principales phases, le planning) et les précautions mises en œuvre pour limiter les impacts sur l'environnement, les moyens utilisés (grue, engins de terrassement, etc.), les principales nuisances et leur durée estimée (trafic, bruits, poussières, etc.) ;
- ✓ Un planning prévisionnel des opérations bruyantes à l'attention des riverains, document mis à jour en fonction des modifications ;
- ✓ Un point de contact direct avec le maître d'ouvrage (adresse mail ou numéro de téléphone).

Le maître d'ouvrage désigne la personne responsable de l'information des riverains et du traitement des réclamations de ces derniers ; son contact sera affiché sur le panneau de chantier.

Pour assurer la continuité des relations avec les riverains au cours des travaux, il sera mis à disposition une boîte aux lettres accessible à l'entrée du chantier. Toutes les observations, remarques et doléances sont collectées par le responsable chantier, et le maître d'ouvrage s'engage à fournir une réponse écrite dans les jours qui suivent.

Au cours des travaux, une information permanente sera affichée sur la démarche environnementale du chantier et l'organisation du tri des déchets.

Article 7 : Information du personnel de chantier

Une brochure d'information sera distribuée à toutes les personnes travaillant sur le chantier. Elle présente le chantier ainsi que les démarches environnementales et de sécurité.

Une réunion d'information sera organisée à l'arrivée de chaque nouvelle entreprise. Cette information devra être transmise à toutes les personnes travaillant sur le chantier.

La formation associée à la mise en œuvre d'actions de réduction des nuisances en conditionne largement l'efficacité. Chaque entreprise précisera ses modes opératoires pour assurer la sensibilisation et la formation de l'ensemble de son personnel.

La sensibilisation du personnel de chantier doit porter à la fois sur les nuisances sonores vis-à-vis d'autrui comme par rapport aux risques encourus pour leur propre confort et santé.

Une exposition à niveau sonore supérieur à 120 dB peut provoquer des lésions auditives irréversibles. Entre 90 dB et la valeur limite de 120 dB, la nuisance sonore provoque troubles auditifs, stress pouvant avoir des effets secondaires importants sur la santé. Des troubles du sommeil peuvent se produire à une exposition à des seuils inférieurs.

Les intervenants sur le chantier exposés à des émissions sonores doivent être informés et formés conformément à l'article R.232-8-5 du Code du travail.

Le personnel de chantier doit être sensibilisé sur les impacts des nuisances sonores vis-à-vis des riverains et prendre en compte les exigences du voisinage (écoles, crèches, hôpital, etc.).

Article 8 : Limitation des nuisances causées aux riverains

ARTICLE 8.1 : NIVEAU ACOUSTIQUE EN LIMITE DE CHANTIER

Le niveau acoustique maximum en limite de chantier (hors dispositifs sonores de sécurité) est de 80 dB(A).

ARTICLE 8.2 : CONTROLE PERMANENT DU NIVEAU ACOUSTIQUE

Le contrôle des niveaux des bruits de chantier doit être permanent. Ce contrôle permanent sera réalisé par la mise en place de capteurs judicieusement placés autour du bâtiment, vérifiant en permanence que le niveau sonore ne dépasse pas le niveau réglementaire.

ARTICLE 8.3 : LIMITATION DES BRUITS

Les travaux les plus bruyants sont les travaux de terrassement (manœuvre des engins de terrassement, manège des camions d'enlèvement) et de gros œuvre (flux de livraison de matériaux, toupies, machines à béton, décoffrage, etc.).

Le Maître d'Ouvrage s'assurera de l'organisation :

- ✓ De la circulation sur les voies publiques ou privées, en concertation avec les différentes collectivités concernées ;
- ✓ Du stationnement pour les riverains et le personnel impliqué dans les travaux, en concertation avec les différentes collectivités concernées ;
- ✓ De l'approvisionnement du chantier et des enlèvements (heures, itinéraires, etc), en concertation avec les différentes collectivités concernées.

Le cas échéant, il peut être mis en place, en accord avec les riverains, des périodes horaires permettant à des activités bruyantes de s'exercer. Tenir compte du voisinage et de la réglementation locale en la matière. La période pourra, par exemple, être de 8 heures à 12 heures et de 13 heures à 17 heures les jours ouvrés de la semaine.

Pour les chantiers proches des habitations (à moins de 30 mètres), des mesures d'atténuation peuvent être mises en place comme par exemple :

- ✓ L'implantation des locaux du cantonnement afin de les utiliser comme écran ;
- ✓ L'implantation des bennes à déchets à éloigner des riverains ;
- ✓ La mise en place, à des endroits appropriés, de palissades d'une hauteur étudiée, présentant une qualité d'isolation acoustique afin d'atténuer les niveaux sonores émis.

ARTICLE 8.4 : LIMITATION DES EMISSIONS DE POUSSIÈRES ET DE BOUE

Une piste de schistes ou équivalent sera construite si nécessaire pour les accès des véhicules de livraison, afin de limiter les salissures de boue à l'extérieur du chantier. En outre des installations de lavage des camions sont prévus jusqu'à la fin du gros œuvre.

La propreté des véhicules sera contrôlée avant leur départ du chantier. Des dispositifs de nettoyage seront prévus sur le site.

Le matériel de ponçage utilisé sera muni d'un aspirateur.

Le nettoyage de chantier se fera à l'aide d'un aspirateur.

Des arrosages réguliers du sol seront pratiqués afin d'éviter la production de poussières.

Toute tâche type nettoyage, ponçage, découpe, usage de matériaux pulvérulents, etc, susceptible de créer des poussières, d'engendrer des envols, etc, s'effectuera selon les conditions météorologiques, et sera en l'occurrence interdite lors de vents forts et de fortes chaleurs.

Des protections seront prévues contre les clôtures de chantier en treillis soudé pour éviter toutes projections sur les voiries avoisinantes. Toutefois, le maillage des clôtures permettra le passage de la petite faune.

Article 9 : Limitation des risques sur la santé du personnel

ARTICLE 9.1 : NIVEAUX SONORES DES OUTILS ET DES ENGINS

Les méthodes et outils générant le moins de bruit et des niveaux sonores faibles doivent être choisis prioritairement.

Un contrôle de conformité des bruits émis par les outils et engins sera effectué.

Les niveaux sonores (pression acoustique) des engins et outils utilisés sur le chantier (hors dispositifs sonores de sécurité) seront inférieurs ou égaux à 80 dB(A) à 10 m de l'engin ou de l'outil.

Les engins listés à l'article 5 de l'arrêté du 18 mars 2002 et respectant les niveaux de la phase 2 des niveaux admissibles sont utilisés sur le chantier avec en priorité ceux qui affichent un niveau sonore inférieur d'au moins 5 dBA au seuil imposé par le dit arrêté. Dans le cas de l'utilisation des engins listés à l'article 6 du même arrêté, l'entreprise doit fournir les informations sur le niveau sonore de ces engins. Les engins dont le niveau sonore est inférieur à 100 dB (puissance acoustique) sont sélectionnés.

L'utilisation de ces engins fait l'objet d'une information auprès des riverains en précisant la date, l'heure, la durée de leur utilisation. Les engins ne sont pas utilisés à la limite de leur capacité pour éviter des émissions sonores trop importantes.

Les engins électriques sont préférés aux engins hydrauliques, eux-mêmes préférés aux engins pneumatiques. Les grues dont le moteur est placé en position basse sont préférées aux autres systèmes. La liaison avec le grutier se fait par liaison radio depuis le sol.

ARTICLE 9.2 : RISQUES SUR LA SANTE LIES AUX PRODUITS ET MATERIAUX

Les entreprises doivent avoir à leur disposition sur le chantier, les Fiches de Données Sécurité (FDS) des produits dangereux relatifs à leur lot, dans le respect réglementations en vigueur (REACH, etc). Ces fiches devront être fournies à l'arrivée sur le chantier et les prescriptions y figurant devront être respectées. Une copie de chaque fiche sera conservée dans un classeur spécifique sur le chantier.

En cas de risque de rejet de substances dangereuses, des zones de stockage adaptées aux diverses pollutions et faisant l'objet d'une signalétique spécifique sont prévues, ainsi que des dispositions permettant une isolation du sol et une récupération des éventuels rejets.

Tous les produits contenant des COV (Composés Organiques Volatils) sont stockés dans un endroit protégé, interdisant toute contamination de l'environnement (sol étanche, ventilation du local, récipients fermés). L'accès du local est restreint aux seules personnes concernées. Un ensemble de bacs de rétention (récipients adaptés,...) est mis à disposition pour recueillir les produits conservés, qui seront traités ensuite comme déchets dangereux.

Article 10 : Limitation des pollutions de proximité et minimiser les impacts sur la biodiversité

Tout rejet dans le milieu naturel de produit polluant est formellement interdit. Tout rejet d'effluents liquides non traités est strictement prohibé.

L'Entreprise s'engage à prendre toutes les mesures nécessaires afin de limiter la pollution des sols, de l'air, des eaux.

Ci-dessous, un exemple de moyens pouvant être mis en œuvre :

- ✓ Imperméabilisation des zones de stockage. Ces zones auront des signalétiques adaptées.
- ✓ Aménagement si nécessaire d'une zone de stockage des produits dangereux ou polluants, qui devra être fermée, imperméabilisée et équipée d'un bac de rétention.
- ✓ Transvasements obligatoires des produits dangereux ou polluants au-dessus d'une zone imperméabilisée avec bac de rétention à caillebotis.
- ✓ Défense de stocker les produits, en particulier les produits dangereux, en dehors des zones prévues à cet effet.
- ✓ Nettoyage des roues et cuves de camions, des bennes à béton, et des outils ayant servi à manipuler des produits polluants dans des zones imperméabilisées, équipées d'installations de récupération des eaux.
- ✓ Protection du réseau public, pour éviter tout risque de pollution ou de colmatage.
- ✓ Contrôles du traitement et de la collecte des effluents et de leur acheminement vers les filières adéquates.
- ✓ Etiquetage réglementaire des cuves, fûts, bidons...
- ✓ Emploi de matériels moins émetteurs de poussières (matériels électriques plutôt que thermiques).
- ✓ Entretien et révision des engins de chantier correctement (réglage CO₂, pas de fuite d'huile ou d'hydrocarbures, pneumatiques non usés) pour éviter toute immobilisation sur le chantier, préjudiciable au déroulement des opérations et pouvant générer des émanations polluantes.
- ✓ Arrêt des moteurs des camions, bennes à béton, ou engins lorsque ceux-ci sont en stationnement, non utilisés.
- ✓ Protection contre les agressions mécaniques et de la poussière des arbres, plantes, parterres de fleurs, haies et gazons.

Il sera, par ailleurs, interdit :

- ✓ D'employer des huiles de coffrage autres que des huiles végétales biodégradables pour le graissage des banches. Une formation complémentaire externe des ouvriers pour le graissage des banches devra être assurée sur le chantier (sauf preuve d'une formation de ce type dispensée à l'ensemble du personnel concerné dans les six mois précédents le début des travaux),
- ✓ De réaliser des vidanges d'huiles motrices ou d'huiles hydrauliques.

Une procédure traitant des pollutions accidentelles (par exemple, kit d'urgence avec bêche) est établie. En cas de pollution non maîtrisable, les autorités locales doivent être informées dans les meilleurs délais.

Concernant la pollution visuelle, les clôtures de chantier seront opaques et suffisamment hautes (hauteur minimale de 2m) pour protéger le chantier du regard. Celles-ci devront conserver tout au long du chantier un aspect extérieur agréable à l'œil, grâce à un entretien régulier, réalisé autant que besoin et au minimum tous les trois mois. Le maître d'ouvrage se réserve le droit de faire modifier tout ou en partie des éléments conduisant à une dégradation évidente et irréfléchie de l'esthétique et de l'environnement.

Article 11 : Maîtrise des ressources en eau et en énergie

Les entreprises doivent réduire leur consommation d'eau et d'énergie à travers des actions de sensibilisation des ouvriers et/ou en mettant en place des équipements propices à la maîtrise des consommations.

Par exemple : robinetterie temporisée, détecteurs de présence, fermes portes, horloges de programmation pour l'éclairage, horloges de programmation pour le chauffage, thermostats, dispositif de coupure générale d'eau, d'électricité, compteurs d'eau et relevés périodiques...

Article 12 : Gestion et collecte sélective des déchets

Au démarrage du chantier, les entreprises devront informer leurs personnels que les déchets devront être triés et évacués par ses soins.

ARTICLE 12.1 : RESPONSABILITE DE L'ELIMINATION DES DECHETS

L'entreprise est le producteur des déchets, elle est tenue d'en assurer l'élimination. La gestion mutualisée des déchets est privilégiée au traitement individuel par lot, par les sous-traitants.

Chaque entreprise doit établir la liste estimative, la nature et les quantités de déchets produits selon l'avancement du chantier. Ces documents sont complétés des informations concernant le mode retenu pour l'élimination des déchets, en adéquation avec le site, ainsi que l'estimation du coût correspondant. Ces prestations d'enlèvement, de tri et de valorisation, feront parties des prestations dues et devront être intégrées au DCE et aux documents contractuels.

Outre le fait de devoir quantifier les déchets selon les classifications officielles en la matière, il y a lieu de veiller à limiter ceux qui doivent être mis en décharge, en privilégiant leur valorisation vis les filières de recyclage actuellement disponibles. Cette approche ne peut être dissociée du choix retenu concernant les choix constructifs.

ARTICLE 12.2 : CLASSIFICATION DES DECHETS

Les déchets sont répertoriés dans le catalogue européen des déchets (CED) publié au JO le 11 novembre 1997. Cette liste recense à la fois les déchets dangereux et non dangereux.

Les entreprises doivent utiliser cette codification à 6 chiffres pour désigner les déchets qu'elles produisent, transportent, collectent ou traitent, sur les bordereaux de suivi de déchets.

On distingue trois catégories de déchets de chantier : Déchets Inertes (DI), Déchets Inertes Banals (DIB) et Déchets Industriels Spéciaux (DIS).

ARTICLE 12.3 : REDUCTION DE LA PRODUCTION DE DECHETS DE CHANTIER ET VALORISATION

Des solutions constructives de préfabrication peu génératrices de déchets de travaux doivent être valorisées dans les pièces Marché.

Des démarches régionales engagées sous forme de « charte » avec plateforme de traitement et d'élimination des déchets doivent être prises en compte sur l'opération.

Dans le cadre de la réduction de la production de déchets générés par le chantier, les Entrepreneurs devront :

- ✓ A travers les études d'exécution, réaliser un calepinage soigné des produits en lés, en plaques ou générant des chutes (blocs maçonnés, sols souples et durs, cloisons, doublages, faux plafonds, etc ...) afin de limiter les chutes.
- ✓ Etablir un plan des réservations précis (emplacement et dimensionnement) afin d'éviter les carottages ultérieurs
- ✓ Choisir des produits, procédés et systèmes générant moins de déchets lors de la mise en œuvre.
- ✓ Privilégier les produits et systèmes préfabriqués
- ✓ Choisir des produits dont les emballages génèrent moins de déchets (demander aux fournisseurs des emballages réduits, des emballages consignés ; demander aux fournisseurs de reprendre les pots des produits toxiques et les gros emballages)
- ✓ Gérer le traitement et l'évacuation de ses propres déchets

Il devra être rappelé à tous les intervenants dans le DCE les pièces marchés et en début de chantier que

l'abandon, le brûlage sans autorisation, les mélanges de déchets dangereux avec d'autres déchets et les rejets sur le réseau d'assainissement sont interdits.

ARTICLE 12.4 : MODALITE DE LA COLLECTE

Les modalités de collecte des déchets seront précisées lors de la préparation de chantier. Elles comporteront:

- ✓ La signalisation des bennes et points de stockage ; l'identification des bennes sera notamment assurée par des logotypes facilement identifiables par tous.
- ✓ des aires décentralisées de collecte à proximité immédiate de chaque zone de travail
- ✓ le transport depuis ces aires décentralisées jusqu'aux aires centrales de stockage
- ✓ Afin de valoriser convenablement les déchets du chantier. La réglementation conduit à identifier quatre catégories de déchets :
 - Les déchets inertes (DI) : produits naturels (pierres, terres, matériaux de terrassement) ou manufacturés (béton, céramique, terre cuite, verre ordinaire...) qui ne se décomposent pas, ne brûlent pas et ne produisent aucune réaction physico-chimique ou biologique durant leur stockage.
 - Les déchets industriels banals (DIB) : produits issus de l'industrie qui sont mono matériaux (bois non traité, métaux, plâtre, bitume...) ou composites (fils électriques, adhésifs), fibreux (isolants en laine minérale, à l'exception de l'amiante), ou non (verre traité), alvéolaires (isolants en mousse PSR ou PUR).
 - Les Déchets Ménagés et assimilés (DMA) : métaux, verre, plastique, bois non traité Selon les quantités de DMA générées et les filières locales existantes, une collecte séparée du bois non traité, du verre, des métaux, etc..... sera à mettre en place.
 - Les déchets industriels spéciaux (DIS ou déchets industriels dangereux (DID)) : déchets qui contiennent des substances dangereuses et nécessitent des traitements spécifiques pour leur élimination (bois traité, peintures, solvants et vernis, goudrons, suies, produits chimiques de traitement (ex. fongicides, abrasifs..), huile minérale de vidange...).
 - Les déchets d'emballages : ceux sont des DIB à condition qu'ils ne soient pas souillés par des produits dangereux (palettes de bois ou de plastique, emballages en plastiques, en papier, en carton, en métal).

Signalisation des bennes / sources



- ✓ Pour chaque entreprises les pièces écrites devront prévoir les bennes identifiées par numéro et nature du contenu, équipées de bâches et filets de protection pour le transport. Le nombre de bennes et les cycles d'enlèvement y sont également définis.
- ✓ L'organisation de la collecte, du tri complémentaire et de l'acheminement vers les filières de

valorisation qui seront recherchées à l'échelle locale :

- bétons et gravats inertes : concassage, triage, calibrage
- déchets métalliques : ferrailleur
- bois : tri entre bois traités et non traités, recyclage des bois non traités
- déchets respectueux de l'environnement : compostage
- plastiques : tri et, selon le plastique, broyage et recyclage en matière première, incinération, décharge de classe I ou classe II
- peintures et vernis : tri et incinération ou décharge de classe I
- divers (classé en déchets industriels banals) : compactage et mise en décharge de classe II

ARTICLE 12.5 : TRAÇABILITE DES DECHETS DE CHANTIER

Un plan d'enlèvement des déchets devra être établi avec les autorités locales, et un système de gestion comprenant le tri et les flux d'enlèvement, devra être mis en place.

Chaque enlèvement fera l'objet d'un bordereau d'enregistrement, à fournir au Maître d'Ouvrage, indiquant la catégorie des déchets (y compris déblais/remblais), la date d'enlèvement et la destination. La ou les personnes en charge de la gestion des déchets devront tenir à jour un journal des déchets, ou sont consignés :

- ✓ les enlèvements (quantités, catégorie, immatriculation, heure d'enlèvement, tonnage estimatif, etc.),
- ✓ les retours à la suite d'un refus du destinataire (coordonnées, motifs du retour, etc.),
- ✓ les incidents de tri relevés (erreurs, mélange, etc.).

ARTICLE 12.6 : EXIGENCES ENTREPRISES

L'Entreprise devra fournir :

- ✓ le plan de gestion des déchets
- ✓ à partir du descriptif de travaux par lot, les quantités prévisibles de déchets produits (poids et volume) par catégorie (DI, DIS, DIB), le mode retenu pour l'élimination des déchets, ainsi que l'estimation du coût correspondant.

Les entreprises devront :

- ✓ réduire les productions de déchets (à justifier)
- ✓ éliminer ou faire éliminer ses déchets dans des installations conformes à la loi
- ✓ fournir en cas de contrôle des administrations compétentes, tout élément indiquant le mode d'élimination de ses déchets ou de ceux dont il a la garde
- ✓ collecter et présenter 100 % des BDIS, Bordereaux de Déchets Industriels Spéciaux (BDIS) et de Déchets Dangereux

Les entrepreneurs demandent aux prestataires concernés une copie de la déclaration en préfecture pour le transport des déchets et une copie des arrêtés préfectoraux pour les installations de traitement des déchets.

Concernant les déchets dangereux, chaque Entrepreneur organise la traçabilité de l'élimination de ses déchets. Pour cela, il tient un registre compilant les bordereaux de suivi de ses Déchets Industriels Spéciaux (BDSI). Pour les autres types de déchets, il compilera également les bordereaux de suivi correspondants. Enfin, et pour l'ensemble des types de déchets, l'Entrepreneur renseignera un tableau de suivi des déchets.

ANNEXES

ANNEXE 1 : REGLEMENTATION ET DOCUMENTS DE REFERENCE

| DOCUMENTS DE REFERENCE CHANTIER | | Code du Travail relatif à la protection des travailleurs contre le bruit sur les chantiers. |
|---------------------------------|----------|---|
| CHANTIER | 72-04-11 | Arrêté du 11 avril 1972 relatif aux émissions sonores des matériels et engins de chantier. |
| CHANTIER | 77-03-08 | Décret n°77-254 du 8 mars 1977 relatif au déversement des huiles et lubrifiants neufs ou usagers dans les eaux superficielles, souterraines et de mer. |
| CHANTIER | 79-11-21 | Décret n°79-981 du 21 novembre 1979 concernant les détenteurs d'huiles minérales ou synthétiques usagées. |
| CHANTIER | 92-07-13 | Loi n°92-646 du 13 juillet 1992 (modifiant la loi n°75-633 du 15 juillet 1975 relative à l'élimination des déchets et à la récupération des matériaux). |
| CHANTIER | 92-12-31 | Loi n°92-1444 du 31 décembre 1992 relative à la lutte contre le bruit. |
| CHANTIER | 94-07-13 | Décret n°94-609 du 13 juillet 1994 relatif aux déchets d'emballage dont les détenteurs ne sont pas les ménages. |
| CHANTIER | 95-01-23 | Décret d'application n°95-79 du 23 janvier 1995 concernant les objets bruyants et les dispositifs d'insonorisation. |
| CHANTIER | 95-04-18 | Code de la Santé Publique. Décret n°95-408 du 18 avril 1995 relatif à la lutte contre les bruits du voisinage. |
| CHANTIER | 96-02-07 | Décret n°96-98 du 7 février 1996 relatif à la protection des travailleurs contre les risques liés à l'inhalation de poussières d'amiante. |

| | | |
|----------|----------|---|
| CHANTIER | 97-05-12 | Arrêtés du 12 mai 1997 fixant les dispositions communes applicables aux matériels et engins de chantier |
| CHANTIER | 20-12-29 | <u>décret n° 2020-1817 du 29 décembre 2020 portant sur les informations des devis relatives à l'enlèvement et la gestion des déchets générés par des travaux de construction, de rénovation, de démolition de bâtiments et de jardinage et des bordereaux de dépôt de déchets</u> |

Les travaux de démolition ne font l'objet d'aucun DTU ni de CCTG et aucun document de référence contractuelle ne peut être cité ici.

Par contre les conditions spéciales d'exécution des travaux devront répondre obligatoirement aux exigences suivantes.

En ce qui concerne la gestion des déchets :

- ✓ Loi n°75-633 du 15 juillet 1975 relative à l'élimination des déchets et à la récupération des matériaux.
- ✓ Décret du 19 août 1977 sur les déchets générateurs de nuisances.
- ✓ Arrêté du 4 janvier 1985 suivi des déchets.
- ✓ Loi n°88-1261 du 30 décembre 1988 relative à l'élimination des déchets et à la récupération des matériaux.
- ✓ Circulaire du 28 décembre 1990 et arrêtés préfectoraux sur Etudes déchets.
- ✓ Loi n° 92-646 du 13 juillet 1992 relative à l'élimination des déchets et à la récupération des matériaux notion de déchets ultimes.
- ✓ Décret du 13 juillet 1994 relatif aux déchets d'emballages industriels
- ✓ Loi n°95-101 du 2 février 1995 relative à l'élimination des déchets et à la récupération des matériaux.
- ✓ Arrêté du 18 décembre 1992 relatif aux décharges de classe 1
- ✓ Décret 98-679 du 30 juillet 1998
- ✓ Directive européenne du 16 juillet 1999
- ✓ Règlement des transports des matières dangereuses
- ✓ Règlement sanitaire départemental (type)
- ✓ L'élimination et la valorisation des déchets devront s'inscrire dans le cadre des schémas régional et départemental d'élimination des déchets.

Bien que hors du champ d'application sur un chantier, le décret de 1er mars 1993 relatif aux rejets de toutes natures des installations classées soumises à autorisation et la circulaire du 30 août 1985 relative aux installations de traitement des déchets sont inclus dans les textes de base à respecter comme instructions techniques.

En ce qui concerne les bruits de chantier :

Le niveau acoustique maximum en limite de chantier (hors dispositifs sonores de sécurité) est de 80 dB(A), ce qui correspond, pour différentes distances de source, à des niveaux de puissance sonore limite de source de :

| | | | | | |
|--|-----|-----|-----|-----|-----|
| distance à la source émettrice (m) | 5 | 10 | 15 | 20 | 25 |
| puissance sonore limite émise en dB(A) | 100 | 106 | 109 | 112 | 114 |

La limitation des bruits de chantier devra être traitée par les entrepreneurs dans le strict respect de la législation et de la réglementation en vigueur à ce sujet, dont notamment

✓ Législation :

- Loi N° 92-1444 du 31 décembre 1992, dite "loi bruit", avec ses décrets et arrêtés d'application parus, relatifs à la lutte contre le bruit.
- Codes et règlement type
- Code la Santé Publique
- Application des articles R. 48-1 à R. 48-5 du décret n° 95-408 du 18 avril 1995 et de l'arrêté du 10 mai 1995 relatif aux modalités de mesure.
- Code des Collectivités Territoriales
- Application des articles L. 2212-2 et 2214-4 relatifs au constat et à la répression des bruits de voisinage, en application du décret du 18 avril 1995 et de l'arrêté du 10 mai 1995.
- Règlement Sanitaire Départemental type
- Circulaire du 9 août 1978 article 101-3 relatifs à une autorisation et aux dispositions réglementaires à prendre pour des travaux à exécuter dans des zones particulièrement sensibles.

Autres textes officiels relatifs aux bruits de chantier :

- ✓ Décret N°69-380 du 18 avril 1969 relatif à l'insonorisation des engins de chantier abrogé par le décret N°95-79 du 23 janvier 1993, à titre transitoire, les arrêtés d'application demeurent en vigueur ainsi que les sanctions pénales, jusqu'à parution au fur et à mesure des arrêtés d'application du décret N°95-79.
- ✓ Arrêté du 3 juillet 1979 modifié par les arrêtés du 6 mai 1982 et arrêté du 2 janvier 1986 fixant le Code Général de mesure relatif au bruit aérien émis par les matériels et engins de chantier, pris respectivement en application des directives 79/1 3/CEE du 19 décembre 1978, 80/1051/CEE du 7 décembre 1981 et 85/405/CEE du 11 juillet 1985.
- ✓ Arrêtés pris en application du décret N°69-380 du 18 avril 1969 "remplacés au fur et à mesure par les arrêtés d'application du décret N°95-79 du 23 janvier 1995" :
 - du 11 avril 1972
 - du 4 novembre 1975
 - du 7 novembre 1975
 - du 26 novembre 1975,
 - du 10 décembre 1975,
- ✓ Directive 84/532/CEE du Conseil du 17 septembre 1984, concernant le rapprochement des législations des États membres, relative aux dispositions communes aux matériels et engins de chantier.
- ✓ Arrêté du 20 août 1985 relatif au respect de l'environnement extérieur.
- ✓ Arrêtés du 2 janvier 1986, abrogés par l'arrêté du 12 mai 1997 fixant les dispositions communes applicables aux matériels et engins de chantier.
- ✓ Arrêté du 18 septembre 1987 modifié, remplacé par l'arrêté du 12 mai 1997 relatif à la limitation des émissions sonores des pelles hydrauliques, des pelles à câbles, des boteurs, des chargeuses et des chargeuses- pelleteuses.
- ✓ Décret du 21 avril 1988 relatif à la protection des travailleurs - bruits de machines.
- ✓ Circulaire du 7 juin 1989 relative aux bruits de voisinage.
- ✓ Décret N°95-79 du 23 janvier 1995 fixant les prescriptions prévues par l'article 2 de la loi N°92-1444 du 31 décembre 1992 relatif aux objets bruyants et aux dispositifs d'insonorisation.
- ✓ Décret du 18 avril 1995.

- ✓ Arrêté du 10 mai 1995 - arrêté d'application du décret relatif aux pouvoirs des communes pour constater et réprimer les bruits de voisinage.
- ✓ Arrêté du 10 mai 1995 relatif aux modalités de mesure des bruits de voisinage.
- ✓ Décrets et arrêtés du 20 octobre 1995 relatifs aux bruits.
- ✓ Circulaire du 27 février 1996 relative à la lutte contre les bruits de voisinage et présentant la panoplie réglementaire complète.
- ✓ Arrêté du 12 mai 1997, pris en application de la directive 84/532/CEE du 17 septembre 1984 fixant les dispositions communes applicables aux matériels et engins de chantier, relatif à la limitation des émissions sonores :
 - des moto-compresseurs,
 - des groupes électrogènes de puissance,
 - des groupes électrogènes de soudage,
 - des grues à tour,
 - des marteaux- piqueurs et des brise-béton,
 - des pelles hydrauliques, des pelles à câbles, des bouteurs, des chargeuses et des chargeuses-pelleteuses.

Normes :

- ✓ Acoustique NF ISO 6393.
- ✓ Mesurage du bruit aérien émis par les engins de terrassement
- ✓ NF ISO 6394,
- ✓ NF ISO 6395,
- ✓ NF ISO 6396.

Caractéristiques et mesurage des bruits de l'environnement NF S 31-010 et ses annexes.

ANNEXE 2 : POUR INFORMATION (SOGED)

Le **S**chéma d'**O**rganisation et de **G**estion des **D**échets (SOGED)

Le SOGED constitue le document de référence à tous les intervenants (maîtres d'ouvrage, entreprises, maître d'œuvre,...) traitant spécifiquement de la gestion des déchets du chantier.

Au travers du SOGED, l'entreprise expose et s'engage sur :

- ✓ le tri sur le site des différents déchets de chantier,
- ✓ les méthodes qui seront employées pour ne pas mélanger les différents déchets (bennes, stockage, localisation sur le chantier des installations etc...),
- ✓ les centres de stockage et/ou centres de regroupement et/ou unités de recyclage vers lesquels seront acheminés les différents déchets, en fonction de leur typologie et en accord avec le gestionnaire devant les recevoir,
- ✓ l'information, en phase travaux, du maître d'œuvre et du coordinateur environnemental quant à la nature et à la constitution des déchets et aux conditions de dépôt envisagées sur le chantier,
- ✓ les modalités retenues pour assurer le contrôle, le suivi et la traçabilité,
- ✓ les moyens matériels et humains mis en œuvre pour assurer ces différents éléments de gestion des déchets.

1. LA REGLEMENTATION

Face aux problèmes du volume des déchets du BTP et des déchetteries sauvages, le gouvernement a mis en place une nouvelle réglementation sur les déchets de chantier. Il s'agit de la REP (Responsabilité Elargie du Producteur), qui votée en 2020, entre en vigueur en 2023. Il faut noter que la REP se place sous l'égide de la loi dite **AGEC** (loi n°2020-105 du 10 février 2020 relative à la lutte contre le gaspillage et à l'économie circulaire), le gouvernement affichant ainsi une volonté, non seulement de réduire et de traiter les déchets, mais également de favoriser la filière du recyclage.

Cette réglementation pour les déchets de chantier se traduit par les obligations concrètes pour les maîtres d'ouvrage, les artisans et les acteurs du traitement des déchets.

1.1. Mention des déchets sur tout devis

La réglementation sur les déchets de chantier oblige désormais à ajouter 4 mentions de déchets qui devront figurer sur les devis de construction, de rénovation et de démolition.

1. Une estimation du volume de déchets occasionné par la réalisation des travaux.
2. Le détail de la gestion des déchets sur chantier, types de déchets, stratégies de tri et modalités d'évacuation.
3. La spécification des points de collecte et exutoires sélectionnés par le professionnel pour le chantier.
4. Un détail des coûts de transport, de gestion et de traitement des déchets.

Notez que le professionnel est tenu de spécifier ces points sur ses devis, mais que le particulier est responsable de la vérification et du respect de ces pratiques, il est en effet le seul responsable en cas de mauvais traitement de ses déchets.

1.2. Traçabilité des déchets

Dès 2023, la loi imposera également une meilleure traçabilité des déchets du BTP, par le biais de bordereaux de dépôt. Les installations de collecte et de traitement devront remettre un bordereau aux professionnels, précisant :

- L'identité de l'installation.
- La date de dépôt.
- La nature et le volume des déchets .
- L'identité du professionnel déposant (Siret, Siren, raison sociale, etc.)
- L'identité du maître d'ouvrage des chantiers d'où proviennent les déchets.

Le professionnel devra conserver ce bordereau et pourra le présenter sur demande au maître d'ouvrage ou en cas de contrôle.

Les déchets dangereux et POP (Polluants Organiques Persistants) seront également tracés à l'aide d'un BSD exclusivement numérique (Bordereau du Suivi des Déchets). Les terres excavées et sédiments sont aussi concernés (plus de 500m3) jusqu'à la création prochaine d'une base de données dédiée.

Toutes ces informations seront envoyées au Ministère de l'Environnement et intégrées au Registre National des Déchets.

1.3. Valorisation des déchets

Outre la traçabilité, le gouvernement a décidé de mettre l'accent sur la valorisation des déchets et leur recyclage.

Pour ce faire, il est impératif (mais pas obligatoire pour l'instant) de trier les :

- DEEE : Déchets d'équipements électriques et électroniques.
- DEA : Déchets d'éléments d'ameublement.
- DDS : Déchets diffus spécifiques (peintures, colles, etc.).

Les autres déchets doivent suivre un tri sept flux (anciennement DIB, Déchet Industriel Banal) plus deux supplémentaires, directement sur le chantier. Un geste professionnel auparavant conseillé et rendu obligatoire par la nouvelle réglementation sur les déchets de chantier.

1. Les plastiques.

2. Le bois.
3. Le métal.
4. Le verre.
5. Le papier et le carton.
6. Le plâtre.
7. Les fractions minérales (gravats, béton, tuiles, carrelage, etc.).
8. Les déchets dangereux (hors amiante).
9. L'amiante.

Ce tri permettra d'atteindre un objectif de valorisation, fixé par le gouvernement à un minimum de 75%. Certains grands acteurs du traitement des déchets de chantier, la PAPREC par exemple sont déjà au-delà de cet objectif et visent 85% de valorisation.

2. QUELLES SOLUTIONS POUR L'EVACUATION DES DECHETS DE CHANTIER

Pour les professionnels, la gestion des déchets de chantier ne doit pas être un casse-tête, comme beaucoup le soulignent, penser à l'évacuation des déchets de chantier est un geste supplémentaire au sein d'un emploi du temps déjà trop rempli.

Ainsi, un plan de gestion des déchets de chantier se met en place en France, avec pour but de ne laisser aucune zone blanche dans les années qui viennent.

Les professionnels pourront mettre en place une stratégie de tri directement sur chantier en utilisant leurs méthodes de stockage préférées : benne, big bag, camionnette et autres. Ils pourront ensuite transporter ces déchets à un éco-organisme agréé (filière REP adhoc), qui pourra, le cas échéant proposer des services d'enlèvement (payants ou gratuits, selon la couverture du territoire concerné). La loi prévoit en outre un point de collecte dans un rayon de 10km autour du chantier, afin de soulager les artisans (ou une subvention en cas de zone en cours d'équipement).

Il existe en outre des sociétés spécialisées pouvant aider les professionnels à respecter la nouvelle réglementation sur les déchets de chantier, comme la société EcoDrop primée par l'ADEME.

Les professionnels pourront en outre inclure le prix de l'évacuation des déchets à leurs estimations, ou pourront bénéficier d'une prise en charge réalisée en amont par les fabricants de matériaux.

Site internet [ValoDépôt - Valobat](#)

L'utilisateur de l'Application peut au choix :

Créer un Compte entreprise, et obtenir un Code d'entreprise.

Accéder en tant que simple Apporteur, il utilisera alors ledit Code d'entreprise afin d'agir dans l'Application.

L'Application se compose des fonctionnalités suivantes :

· Saisie d'un dépôt :

- Choix du ou des chantiers d'où proviennent les déchets concernés.
- Choix du véhicule qui sera utilisé pour le dépôt.
- Saisie des quantités à déposer, pour chaque type de matériau.
- Choix de la date de dépôt prévisionnelle.
- Ajout d'un commentaire.

- Choix du point de reprise, parmi les lieux proposés par l'application, ou parmi les points de reprise favoris.
- Soumission de la demande de dépôt au point de reprise choisie.
- Affichage d'un numéro et d'un QR code, à présenter lors du dépôt.

Consultation des dépôts rejetés, à finaliser, prévus, effectués, archivés, saisis par l'Apporteur et le cas échéant modifiés par le Point de reprise, ou, dans le cas d'un Compte entreprise, effectués au nom de l'entreprise.

Consultation des dépôts rejetés, à finaliser, prévus, effectués, archivés, saisis par l'Apporteur et le cas échéant modifiés par le Point de reprise, ou, dans le cas d'un Compte entreprise, effectués au nom de l'entreprise.

·Gestion des chantiers : ajout, modification, suppression.

3. DIAGNOSTIC PEMD OBLIGATOIRE

Depuis le 1er janvier 2022, le diagnostic PEMD (déchets issus de la démolition et de la rénovation) est obligatoire. Il incombe désormais à tout maître d'ouvrage de s'assurer et de valider l'expertise du diagnostiqueur en amont. L'assurance du prestataire est également une nécessité.

La réalisation de ce diagnostic est requise dans 3 cas de figure spécifiques :

- Pour les bâtiments dont les surfaces de plancher cumulées dépassent les 1 000 m².
- Pour les structures ayant abrité des activités agricoles, industrielles ou commerciales où des substances réputées dangereuses étaient manipulées ou stockées.
- Pour les chantiers où les rénovations impliquent la suppression ou le remplacement des éléments qui ne sont pas essentiels à la stabilité structurelle, comme certains planchers, murs, fenêtres, cloisons, systèmes sanitaires, électriques, ou de chauffage.

4. LES SANCTIONS EN CAS DE NON-CONFORMITE ET DE DEPOT ILLEGAUX

Les entreprises qui ne respectent pas les obligations réglementaires s'exposent à des sanctions, allant de l'amende administrative à des peines plus sévères pour les infractions graves. Ces sanctions visent à encourager une gestion responsable et respectueuse de l'environnement.

Les dépôts sauvages entraînent quant à eux des sanctions allant jusqu'à 1 500 € pour les dépôts depuis un véhicule et peuvent atteindre 75 000 € pour les déchets professionnels.